

Le 6 avril 1994, l'attentat contre l'avion du président Habyarimana marque le début du génocide perpétré contre les Tutsi et le massacre des Hutu de l'opposition. En cent jours, 800 000 personnes sont exterminées.

Vingt-cinq ans après, Laurent Larcher a rencontré ceux qui étaient au Rwanda, des soldats de l'opération Turquoise et des responsables politiques, des hauts fonctionnaires qui décidaient depuis Paris de l'action de la France et de son intervention. Pour les interroger: « Qu'avez-vous vu? Qu'avez-vous fait? »

Confronté, notamment, aux témoignages de journalistes et d'humanitaires sur le terrain à l'époque, mais aussi à ceux d'anciens soldats de l'opération Turquoise, qui affirment que l'armée française a organisé des opérations offensives, après le début du génocide, contre le FPR de Kagame, le discours officiel se lézarde.

Ces entretiens sont des documents pour l'histoire. Ils éclairent de façon nouvelle l'implication de la France, son aveuglement, la faillite morale et politique de nos autorités.

Historien de formation, journaliste à *La Croix*, **Laurent Larcher** est reporter de guerre, spécialiste de l'Afrique subsaharienne, et auteur de plusieurs livres, dont *Au nom de la France? Les non-dits de notre diplomatie* (2018).



**RWANDA ils parlent**

SEUIL

Laurent Larcher

# RWANDA

## ils parlent

TÉMOIGNAGES  
POUR L'HISTOIRE

Guillaume Ancel, Alain Juppé,  
Bernard Kouchner, le général Lafourcade  
l'amiral Lanxade, Florence Parly,  
Hubert Védrine

SEUIL

1.

Gérard Prunier

Gare du Nord, Paris  
Lundi 12 novembre

Je suis curieux de rencontrer Gérard Prunier. Dans ces heures de tourmente, il fait partie de ceux qui « ont vu ce qu'ils ont vu », pour le dire comme Péguy. Il est le premier que je rencontre de cette liste des rares Français qui ont compris ce qui se jouait au Rwanda et qui ont essayé d'avertir les responsables de l'époque. Ils ont échoué. Ou plutôt, ils ont réussi à les alerter, mais les responsables n'ont pas su les entendre. Prunier n'a pas failli. Il a dit ce qu'il devait dire. Mais les responsables politiques et l'appareil d'État n'ont pas voulu l'écouter.

Il me parle très librement tant que je n'enregistre pas nos propos. Un peu moins, je crois, quand je lui dis que je publierai ce que nous allons évoquer. Je sens une réserve s'installer, une prudence. Il y a des choses que l'on ne peut pas dire sans preuves en public : les noms, certaines paroles entendues, certains gestes. Nous le savons, il y a un prix à payer, toujours, avec les vérités qui blessent. C'est tout l'objet du dernier cours, éblouissant, de Foucault au Collège de France, sa réflexion sur la *parrêsia*, le parler-vrai, sa magnifique méditation sur le courage de la vérité. Je comprends la réserve, les mécaniques de la prudence. J'ai lu Foucault. Je sais ce que l'on risque lorsqu'on décide de dire le vrai : le rejet, la solitude et la mise à mort. C'est facile pour moi de convoquer Foucault, je n'ai pas de carrière, pas de place à défendre, pas d'amitié à préserver.

– Ah non, ils avaient plus peur du gouvernement... Ils avaient beaucoup plus peur du gouvernement. C'est d'ailleurs par ce gouvernement – enfin, les extrémistes qui étaient à la marge de ce gouvernement – c'est par eux qu'ils ont été tués. »

### *Quand Bruno Delaye « déconne »*

« Parce que l'aveuglement de la France, enfin, me semble-t-il, à l'époque, il est plutôt sur la nature du gouvernement ?

– Oui... Et alors, c'est là que Bruno Delaye – pardonnez-moi l'expression – a commencé à déconner. C'est-à-dire... il a commencé avec une position plus saine... et alors je sais pas si la DGSE lui disait des choses qu'il me disait pas, bah, j'ai eu aucun contact avec la DGSE pendant cette période, et je sais pas d'ailleurs s'ils se seraient confiés à moi, j'étais dans une position ambiguë, contradictoire, parce que je n'avais pas de position tranchée, d'arriver à des conclusions avant d'avoir réfléchi, analysé... Ça, c'est mon côté chercheur universitaire... Et je savais très bien tous les paramètres... Et y en a certains que je connaissais pas. Euh... Bon, le PSD, je savais très bien où ils en étaient... Mais bon, par exemple le cas de Dismas Nsengiyaremye<sup>10</sup>. Sa marge de manœuvre, de quoi il avait peur, de qui il avait peur, c'était très difficile à dire ! On était dans une situation où il y avait des gens du côté du gouvernement qui évidemment avaient peur du FPR, mais qui avaient autant peur des gens qu'ils côtoyaient dans leur propre gouvernement ! Là... Comment il s'appelait, celui qui a été condamné, qui était le secrétaire général du ministère de la Défense ? Qui était un des grands responsables du génocide ? Son nom m'échappe tout de suite... Bon, je le connaissais bien, le ministre de la Défense, qui d'ailleurs vit toujours, en exil évidem-

10. Premier ministre rwandais du 2 avril 1992 au 18 juillet 1993.

ment, en Suisse... Qui était un démocrate-chrétien, en gros... Et qui me dit : "Mon propre secrétaire général a fracturé le tiroir de mon bureau ! Pour me voler mes papiers !" M'enfin, voyez l'atmosphère ? À l'intérieur du... du... cabinet du gouvernement ? Donc, c'était extrêmement difficile, parce que, tout d'un coup, j'ai vu Bruno Delaye, qui est pas arrivé à dire : bon c'est très bien... euh... l'armée française... Mais il y a eu toute la négociation qui s'est produite après Arusha... Et le fait qu'on a laissé ce qu'on appelle en termes militaires des "sonnettes", c'est-à-dire des gars qui sont restés derrière, qui étaient pas une force de combat, mais qui pouvaient, éventuellement... Et d'ailleurs, c'est pour ça que moi, après, quand je me suis retrouvé dans la préparation de... Turquoise, à laquelle c'est pas moi qui ai été volontaire, hein, c'est Jean-Christophe Rufin qui m'avait demandé de venir en m'disant : "Vous, les socialos, vous avez fait que des conneries au Rwanda, bah maintenant, j'ai une nouvelle pour toi : nous, à droite, on va ajouter à vos conneries, on va en faire d'autres ! On va en ajouter ! On va en faire d'autres !" Et c'était exactement vrai, d'ailleurs, exactement vrai ! Avec toute la querelle entre les chiraquiens et les balladuriens, et on a été à deux doigts de la guerre à cause de ça... Bon donc, en fait, quand on est partis là-bas pour voir Kagame<sup>11</sup>, c'était justement pour essayer de... de servir d'antibiotique quoi ! Et comme j'avais vu sous mes yeux Bruno Delaye... se mettre à dériver complètement, j'étais tout à fait prêt à... c'était un truc empoisonné ! On touchait à ça et on était contaminés ! Et... euh... donc, j'avais toute confiance en Jean-Christophe Rufin, hein, pas Mitterrand. Et j'avais confiance en moi-même ! Mais, par contre, pour essayer de nous dépatouiller là-dedans... Et puis alors là... Après le génocide, je ne

11. Début juillet 1994, Jean-Christophe Rufin, alors conseiller du ministre de la Défense François Léotard, part au Rwanda avec Gérard Prunier pour proposer une liaison directe à Paul Kagame.

vous dis pas, on craignait le pire... J'ai été voir Bruno Delaye, quand j'étais dans son bureau, et je lui ai dit : "Bon voilà ce qui va arriver..." Je lui ai pas dit : "le génocide", hein, j'aurais pas osé prononcer le mot, et je me rappelle avoir eu l'impression de pousser le bouchon trop loin en lui disant : "Bruno, on va finir avec 100 000 morts ou plus." Ah, j'étais tellement en dessous de la vérité !

– C'était quel jour ?

– C'était début février 1994... C'était précisément deux mois avant le génocide...

– Donc, vous êtes dans le bureau de Delaye et vous lui dites : la mécanique est mise en place pour... euh...

– Ouais, parce que j'avais eu... euh... je me rappelle plus sous quelle forme, le rapport d'un colonel de la gendarmerie... On vous en a parlé de ça ? Qui avait entendu parler du fait qu'on entraînait des Interahamwe, et il avait su parce qu'il y avait un bidasse français...

– C'était le général Varret ?

– Non, c'est un colonel qui était un gendarme, pas un... Et y a un bidasse qui est venu le voir derrière le dos de ses supérieurs... C'était un gars genre caporal, un truc comme ça, qui est venu le voir à Kigali... Mais bon, on pouvait faire l'aller-retour dans la journée, il suffisait qu'il ait une permission : il sautait dans un véhicule, il descendait à Kigali, je pense, il avait prévenu le colonel avant... Et il lui a dit : "Mon colonel, ça va pas du tout ! On est en train d'entraîner – et lui il savait ce que c'était – les tueurs là... Et... euh... Et d'ailleurs y a probablement des cas de torture parce qu'on voit des voitures qui rentrent, qui sortent, on entend des cris, des machins, et cetera..." Bon. Et le colonel était rentré en France en disant : "Y a des choses inacceptables qui sont en train de se passer !" On l'a viré. On l'a mis à la retraite. Un homme âgé, qui était pas très loin de l'âge de la retraite, on l'a mis en retraite anticipée.

– C'est soit le général Varret ou le colonel Galinié ? Il a été remplacé par Huchon, c'est ça ?

– Je sais pas par qui il a été remplacé...

– Donc vous, vous avez ce rapport entre les mains, enfin, vous êtes au courant de ces réserves, vous allez voir Delaye, vous lui dites : "On est engagés dans une histoire qui va finir par un massacre..."

– Voilà. Et je dis : y a pas que moi, parce que ce colonel qui était sur place, il l'a su, et... euh... Mais justement j'ai appris ça avant, la seule chose qu'on a su faire, ça a été de lui dire qu'il retournerait pas à son poste et qu'il pouvait faire valoir ses droits à la retraite... Quand je lui ai dit : on va finir avec plus de 100 000 morts... Je croyais... je me disais : j'exagère un peu mais, si je veux l'impressionner, faut quand même un... Mais j'ai... j'ai manqué de... Quand, ma visite, là... euh... je sais plus comment il s'appelait... le secrétaire de Twagiramungu... je retrouverai son nom... Pendant que Twagiramungu était Premier ministre, on était ensemble, et on s'est fait bloquer deux fois dans des... des barrières et... euh... les types ont commencé à nous taper et tout... Parce que lui était connu et tout... Comme le loup blanc... L'homme de Twagiramungu, bon. Moi, y m'ont pas tapé, on m'a un peu bousculé et tout... Mais quand, la deuxième fois, il m'a dit : "Bon, c'est fini, on essaie pas de rentrer... On va pas finir... On... On... On sera morts avant demain matin." Donc on a été chez Lando, le frère de Louise Mushikiwabo<sup>12</sup>, qui avait une sorte de restaurant, mais il a été tué lui aussi dans le génocide. Sa femme, canadienne...

– Oui, ses enfants aussi.

12. Le 7 avril 1994, Landoald Ndasingwa (dit Lando), le leader du Parti libéral, est l'une des premières personnalités assassinées, avec son épouse, d'origine canadienne, et leurs deux enfants.